

# IAG convoite la compagnie low cost Norwegian

## AÉRIEN

Le holding a indiqué jeudi avoir pris 4,61 % de la compagnie low cost Norwegian Air Shuttle.

Bruno Trévidic  
@BrunoTrevidic  
et Alexandre Counis  
— Correspondant à Londres

Coup de théâtre dans le feuilleton de la consolidation du ciel européen ! Le groupe IAG, maison-mère de British Airways et Iberia, a annoncé jeudi qu'elle envisageait de lancer une offre d'achat sur Norwegian Air Shuttle, la compagnie low cost connue pour ses vols transatlantiques à prix cassé. Et comme pour démontrer le sérieux de ses intentions, IAG indique avoir déjà acquis une participation de 4,61 % au capital de Norwegian, dont l'action s'est envolée à la Bourse d'Oslo.

IAG explique son investissement, estimé à quelque 33 millions d'euros, par « la volonté [...] d'engager des discussions avec Norwegian, pouvant aller jusqu'à une offre d'achat intégral ». Le groupe prend néanmoins soin de préciser qu'« aucune discussion n'est encore engagée, qu'aucune décision n'est prise concernant une offre éventuelle et qu'il n'y a aucune certitude qu'une décision sera prise en ce sens ». Norwegian, de son côté, précise n'avoir pas été avertie de cette entrée d'IAG à son capital avant jeudi et n'avoir



Norwegian a investi dans sa flotte et dit ne pas être à vendre avant que ses investissements ne commencent à porter leurs fruits. Photo Lien, Kyrre/AP/Sipa

participé à aucune discussion avec IAG à ce sujet. Mais la compagnie scandinave ne s'en offusque pas et estime même que « l'intérêt manifesté par l'un des plus grands groupes de transport aérien démontre la robustesse et le potentiel de notre modèle économique ».

### Pertes importantes

Après des débuts réussis sur les liaisons intra-européennes, Norwegian s'est lancée, depuis trois ans, dans les vols low costs longs-courriers, principalement à destination des Etats-Unis, avec une base principale à Londres-Gatwick, sur les terres de British Airways. Mais en dépit d'un indéniable succès commercial, cette offensive s'est traduite par des pertes plus importantes que prévu. Au point que certains comme le patron de Ryanair, ont déjà pronostiqué sa prochaine faillite. En mars,

Norwegian, dont l'endettement est très important, avait été contrainte de procéder à une augmentation de capital pour financer son expansion et faire face à ses pertes.

De son côté, IAG mise clairement sur le low cost et les acquisitions pour doper sa croissance. Après avoir racheté l'espagnol Vueling en 2012 et plus récemment Aer Lingus, le groupe s'est intéressé à Air Berlin et sa filiale autrichienne Laudair. IAG, qui a dégagé un bénéfice record de 2,4 milliards d'euros en 2017, a également créé de toutes pièces, l'an dernier, une filiale low cost long-courrier baptisée « Level », qui opère déjà au départ de Paris et de Barcelone, mais pas au Royaume-Uni. Son PDG, Willie Walsh, croit au low cost long-courrier et une acquisition de Norwegian lui permettrait donc d'accélérer sa stratégie, tout

en éliminant un concurrent sur le marché britannique.

Rien ne permet pour autant d'affirmer que l'opération aboutira. Norwegian a investi dans sa flotte et n'entend pas se vendre avant que ses investissements ne commencent à porter leurs fruits. « Tout le monde en Europe a un jour voulu nous acheter, indiquait récemment dans une interview Bjørn Kjos, le patron de Norwegian Air, qui, à soixante et onze ans, en détient environ un quart et a passé un quart de siècle à la développer. Si vous décidez de vendre, c'est que vous laissez entrer de nouveaux investisseurs. Mais cela n'a jamais été à notre agenda du tout. »



Lire l'éditorial de David Barroux  
Page 9  
et « Crible »  
Page 40

# Air India attend ses repreneurs

## AÉRIEN

A un mois de la remise des offres, les défections de candidats potentiels se multiplient.

Marjorie Cessac  
— Correspondante à New Delhi

Moins d'un mois après le lancement du processus de privatisation d'Air India, les candidats à la reprise de 76 % du capital ne se bousculent pas. Alors que la limite pour le dépôt des offres est fixé au 14 mai, les défections se sont multipliées et les candidats potentiels ne seraient plus que quatre, selon le « Times of India », qui cite les noms de British Airways, Lufthansa et Singapore Airlines. Mais ces derniers n'ont pas confirmé. Et à supposer qu'elles soient intéressées, il leur faudra encore trouver des partenaires locaux pour 51 % du capital.

### Une dette dissuasive

« Parmi les acteurs indiens avec lesquels elles sont en contact, en vue de former un consortium, figure un groupe domestique de taille moyenne », indique seulement le quotidien, évoquant également l'intérêt de fonds souverains.

Emirates et Qatar Airways ont déjà écarté l'idée de leur participation à la reprise d'Air India. Deux acteurs indiens,

Indigo et Jet Airways ont également confirmé qu'ils jetaient l'éponge. Jet Airways aurait été, selon des analystes, en discussion avec des investisseurs et ses partenaires – Air France-KLM et Delta Airlines –, en vue de formuler une offre. Mais la dette d'Air India qu'il aurait fallu assumer – soit 5,1 milliards d'euros – constituait une préoccupation majeure pour le consortium. Avec un bilan solide, Indigo (InterGlobe Aviation) semblait a priori mieux armée.

### Tout ou rien

Si ce n'est que la première compagnie indienne s'est fixée comme objectif de ne racheter que les activités internationales d'Air India et Air India Express. « Une option qui n'est pas envisagée par le plan actuel de privatisation », a regretté Aditya Gosh, le président d'InterGlobe Aviation. Le gouvernement a confirmé qu'il vendrait ensemble et non séparément Air India (76 %), Air India Express (100 %) et Air India SATS Airport Services (50 %).

Quant au groupe Tata, après l'évocation mercredi de son retrait, certains experts estiment qu'il pourrait être toujours en lice, mais plus vraisemblablement aux côtés d'une compagnie étrangère. Des proches du groupe, cités par Reuters, jugeaient néanmoins qu'en l'état actuel l'affaire était « trop onéreuse ». La balle est dans le camp du gouvernement. ■

## annonces judiciaires & légales

75 • PARIS

SOCIETE

12086097 – LE PUBLICATEUR LEGAL

Par acte SSP du 7/2/2018, il a été constitué une **S.A.R.L.** présentant les caractéristiques suivantes :

**Dénomination** : Samothrace Advisory

**Capital** : 5.000 €

**Siège social** : 12, rue Auber, 75009 PARIS

**Objet** : le conseil en opérations de fusions, acquisitions, cession, restructuration, levée de fonds, investissement au capital de toute société.

**Durée** : 99 ans

**Gérant** : M. François Samuel Bokobza demeurant 2, cours Marigny, 94300 Vincennes

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris.

12089495 – LE PUBLICATEUR LEGAL

Aux termes d'un acte SSP en date à Paris du 21/2/2018 a été constituée une **S.A.S.U.** présentant les caractéristiques suivantes :

**HKT CONSEILS**

**Capital** : 5.000 €

**Siège social** : 5, avenue Ingres, 75016 PARIS

**Objet** : conseil et assistance dans les domaines de la finance, du management et de la gestion d'entreprise

**Durée** : 99 ans

**Admission aux assemblées - Vote** : tout actionnaire peut participer aux assemblées, quel que soit le nombre de ses actions, chaque action donnant droit à une voix.

**Transmission des actions** : il existe des clauses statutaires d'agrément à l'égard des tiers.

**Président** : Monsieur HAUTEKIET MICHEL, 25, rue Eugene Sue, 92500 Rueil-Malmaison

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris

12091838 – LE PUBLICATEUR LEGAL

**CNP ASSURANCES**

S.A. au capital de 686.618.477 €

Siège social :  
4, place Raoul Dautry - 75015 PARIS  
341 737 062 RCS PARIS

Le Conseil d'administration du 14/12/2017 a pris acte de la nomination de M. Eric LOMBARD demeurant 15, place du Panthéon, 75005 Paris en qualité de représentant permanent de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION, administrateur, en remplacement de M. Pierre-René LEMAS.

Le Conseil d'administration du 21/2/2018 a coopté en qualité d'administrateur M. Olivier Sichel demeurant 5, rue de Monceau, 75008 Paris pour la durée restant à courir M. Franck Silvent son prédécesseur.

Modification au RCS de Paris.

12096955 – LE PUBLICATEUR LEGAL

**CARPINNIENNE DE PARTICIPATIONS**

Société anonyme  
Au capital de 4.786.635 €

Siège social :  
83, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 PARIS  
768 801 243 RCS PARIS

**AVIS DE CONVOCAION**

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont convoqués : **vendredi 4 mai 2018 à 9 heures 30**, 20, avenue Franklin Delano Roosevelt - 2ème étage, 75008 PARIS :

**en Assemblée générale ordinaire Annuelle**

à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour ci-après :

- Rapport du conseil d'administration sur l'activité de la société et présentation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017,
- Rapport du commissaire aux comptes sur l'exécution de sa mission,
- Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017,
- Affectation du résultat de la société,
- Approbation des conventions visées par l'article L.225-38 du Code de

commerce et rapport spécial du commissaire aux comptes,

- Pouvoirs pour formalités.

Les projets de résolutions qui seront soumis au vote de l'assemblée générale figurent dans l'avis préalable de réunion publié au Bulletin des Annonces Légales et Obligatoires du 26 mars 2018, bulletin n° 37.

**Modalités de participation à l'assemblée générale**

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit de participer à l'assemblée dans les conditions légales et réglementaires en vigueur. S'il souhaite y assister personnellement, il devra faire la demande d'une carte d'admission auprès de la société, par courrier au siège social ou par mail à l'adresse suivante : servicejuridique@euris.fr. A défaut d'y assister personnellement, les actionnaires peuvent choisir entre l'une des trois modalités de participation suivantes :

- donner un pouvoir (procuration) à toute personne physique ou morale de son choix,
- adresser une procuration sans indication de mandataire, auquel cas il sera émis un vote favorable aux résolutions agréées par le conseil d'administration,
- voter par correspondance.

Lors de l'émargement de la feuille de présence, les signataires devront justifier de leur identité.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés par l'un d'eux ou par un mandataire unique.

Le droit de vote appartient à l'usufruitier en assemblée générale ordinaire et au nu-proprétaire en assemblée générale extraordinaire. Toutefois, l'usufruitier et le nu-proprétaire peuvent décider par accord entre eux des modalités d'exercice du droit de vote ; ils devront en informer la société au moins cinq jours avant la date de tenue de l'assemblée.

Conformément aux dispositions des articles L.225-107-1 et L.228-1 du Code de commerce, le propriétaire d'actions de la société n'ayant pas son domicile en France peut se faire représenter par l'intermédiaire régulièrement inscrit comme détenteur de ses actions.

Conformément à l'article R.225-85 du Code de commerce, seuls seront admis à assister à l'assemblée, les actionnaires qui auront justifié de cette qualité par l'inscription en compte des titres à leur

nom ou au nom de l'intermédiaire inscrit pour leur compte, au deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs de la société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire habilité, teneur de leur compte titres.

L'inscription des titres dans les comptes de titres aux porteurs tenus par l'intermédiaire habilité doit être constatée par une attestation de participation délivrée par ce dernier, laquelle doit être annexée au formulaire de vote par correspondance ou de procuration ou à la demande de carte d'admission établis au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'intermédiaire inscrit. Une attestation est également délivrée à l'actionnaire souhaitant participer physiquement à l'assemblée le deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris.

Tout actionnaire souhaitant voter par procuration ou par correspondance peut demander, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception devant parvenir à la société six jours au moins avant la date de l'assemblée, le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration prévu à l'article R.225-76 du Code de commerce ou se le procurer à compter du 13 avril 2018 sur le site de la société <http://www.carpinienne-de-participations.fr>. Ce formulaire, dûment complété et signé, devra ensuite être renvoyé à la société où il devra parvenir trois jours au moins avant l'assemblée.

Conformément aux dispositions de l'article R.225-79 du Code de commerce, la procuration donnée par un actionnaire pour se faire représenter à l'assemblée est signée par celui-ci, le cas échéant par un procédé de signature électronique, et indique ses nom, prénom et domicile.

La signature électronique peut résulter d'un procédé fiable d'identification de l'actionnaire, garantissant son lien avec le formulaire auquel elle s'attache.

La notification à la société de la désignation d'un mandataire peut être adressée par voie électronique selon les modalités suivantes : l'actionnaire nominatif doit envoyer en pièce jointe d'un e-mail, à l'adresse [servicejuridique@euris.fr](mailto:servicejuridique@euris.fr) une copie numérisée du formulaire de vote par procuration signé en précisant ses nom, prénom et adresse ainsi que les nom, prénom et adresse du mandataire désigné.

Pour les actionnaires au porteur, le formulaire doit être accompagné d'une at-

testation de participation établie par l'intermédiaire dépositaire des titres.

L'actionnaire peut révoquer son mandat, étant précisé que la révocation devra être faite par écrit dans les mêmes formes que la nomination et communiquée à la société.

Le mandat ou le vote par correspondance donné pour l'assemblée vaut pour les éventuelles assemblées successives qui seraient convoquées avec le même ordre du jour.

En outre, tout actionnaire ayant déjà voté par correspondance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission, n'aura plus la possibilité de choisir un autre mode de participation à l'assemblée.

Il n'est pas prévu de vote ou de modalités de participation par visioconférence ou par des moyens de télécommunication pour cette assemblée et, de ce fait, aucun site visé à l'article R.225-61 du Code de commerce ne sera aménagé à cette fin.

**Droit de communication des actionnaires**

En application de l'article R.225-73-1 du Code de commerce, l'ensemble des informations et documents relatifs à l'assemblée générale et visés dans cet article pourront être consultés à compter du 13 avril 2018 sur le site Internet de la société à l'adresse suivante : <http://www.carpinienne-de-participations.fr>, rubrique Assemblée Générale.

L'ensemble des documents visés aux articles R.225-89 et suivants du Code de commerce sont tenus à la disposition des actionnaires au siège social de la société à compter du présent avis.

**Questions écrites**

Tout actionnaire a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles il sera répondu au cours de l'assemblée.

Les questions doivent être envoyées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au siège social : Carpinienne de Participations, Service Juridique, 83, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris, ou par télécommunication électronique à l'adresse suivante : [servicejuridique@euris.fr](mailto:servicejuridique@euris.fr). Elles sont accompagnées d'une attestation d'inscription en compte soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire mentionné à l'article L.211-3 du code monétaire et financier. Cet envoi doit être réalisé au plus tard le

quatrième jour ouvré précédant la date de l'assemblée générale.

Conformément à la législation en vigueur, une réponse commune pourra être apportée à ces questions dès lors qu'elles présenteront le même contenu. La réponse à une question écrite sera réputée avoir été donnée dès lors qu'elle figurera sur le site Internet de la société dans une rubrique consacrée aux questions-réponses.

Le Conseil d'administration

92 • HAUTS-DE-SEINE

SOCIETE

12097622 – LE PUBLICATEUR LEGAL

**PARENTI JAQUI ASSOCIES**

S.A.S. au capital de 5.000 €

Siège social :  
3, rue Amiral de Joinville  
92200 NEUILLY-SUR-SEINE  
801 810 441 RCS NANTERRE

Aux termes des décisions du 11/1/2018, l'associé unique a décidé de modifier la dénomination sociale qui devient : **SAS JABE ARCHITECTURE**.

Modification au RCS de Nanterre.

94 • VAL-DE-MARNE

SOCIETE

12097336 – LE PUBLICATEUR LEGAL

**PRIMAPRIM**

S.A.R.L. au capital de 15.000 €

Siège social :  
34/36, rue du Docteur Durand  
94110 ARCUEIL  
341 016 236 RCS CRETEIL

L'AGE du 3/4/2018 a décidé de transférer le siège social de la société au **130, rue du Lieutenant Petit Le Roy, 94150 CHEVILLY-LARUE**.

Modification au RCS de Créteil.